



## **DÉLIBÉRATION N°059/APDPVP DU 06 DÉCEMBRE 2023 PORTANT AUTORISATION DE TRANSFERT DES DONNÉES PERSONNELLES DES CLIENTS ET DES ADHÉRENTS DE LA SOCIÉTÉ DE COURTAGE OLEA GABON VERS LA FRANCE**

L'Autorité pour la Protection des Données Personnelles et de la Vie Privée (APDPVP), en sa séance plénière du 06 décembre 2023, composée de Joël Dominique LEDAGA, **Président**, Samuel MOUSSOUNDA IKAMOU, **Vice-Président**, Mesmin MONDJO EPENIT, **Questeur**, Steve SINGAULT NDINGA, **Rapporteur**, Marguerite LEYOUA ANGA épouse LEKOGO, **Rapporteur adjoint**, Marthe Denise AGANO ONGOTHA épouse APLOGAN, Arsène LESSY MOUKANDJA et Jean Raymond ZASSI MIKALA. **Tous, Commissaires Permanents.**

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Constitution du 26 mars 1991;

Vu la Directive n°07/08-UEAC-133-CM-18 du 19 décembre 2008 fixant le cadre juridique de la protection des droits des utilisateurs de réseaux et de services de communication électronique au sein de la CEMAC ;

Vu la loi n°14/2005 du 08 août 2005 portant code de déontologie de la fonction publique ;

Vu la loi n°20/2005 du 03 janvier 2006 fixant les règles de création, d'organisation et de gestion des services de l'Etat ;

Vu la loi n°19/2016 du 09 août 2016 portant code de la communication audiovisuelle-cinématographique et écrite en République Gabonaise, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n°006/2020 du 30 juin 2020 portant code pénal de la République Gabonaise ;

Vu la loi n°025/2021 du 28 décembre 2021 portant réglementation des transactions électroniques en République Gabonaise ;

Vu la loi n°025/2023 du 12 juillet 2023 portant modification de la loi n°001/2011 du 25 septembre 2011 relative à la protection des données à caractère personnel ;

Vu la loi n°027/2023 du 12 juillet 2023 portant réglementation de la cybersécurité et de la lutte contre la cybercriminalité en République Gabonaise ;

Vu le décret n°00029/PR/MRICAII du 18 mars 2020 portant réorganisation du Secrétariat Général de la Commission Nationale pour la Protection des Données à Caractère Personnel ;

Vu la décision du Conseil des Ministres du 12 juillet 2023 portant nomination et renouvellement des membres de l'Autorité pour la Protection des Données Personnelles et de la Vie Privée ;

Vu la délibération n°001/APDPVP du 06 septembre 2023 portant élection du bureau de l'Autorité pour la Protection des Données Personnelles et de la Vie Privée ;

Vu la délibération n°001/2018 du 16 juillet 2018 portant règlement intérieur de la Commission Nationale pour la Protection des Données à Caractère Personnel, déclarée conforme à la Constitution par décision n°255bis/CC du 13 décembre 2018 ;

Vu la demande de la société de Courtage OLEA GABON du 11 juillet 2023, aux fins de délivrance d'une autorisation relative au transfert des données personnelles des clients et des adhérents vers la France ;

Aux fins d'instruction, le Président de l'APDPVP a désigné un Commissaire rapporteur sur le fondement de l'article 32 du règlement intérieur de l'Autorité et ses règles de procédures relatives aux formalités préalables et à la saisine.

Après l'avoir entendu en son rapport circonstancié, l'APDPVP examine et se prononce sur les points suivants :

## **I- L'IDENTIFICATION DU RESPONSABLE DU TRAITEMENT**

- **Dénomination sociale** : OLEA GABON
- **Adresse** : Boîte Postale : 409, 5460 Boulevard Triomphal, Libreville (Gabon)
- **Domaine d'activité** : Assurances et Réassurances

## **II- L'OBJET DE LA DEMANDE**

La société de Courtage OLEA GABON a saisi l'APDPVP, le 11 juillet 2023, aux fins de délivrance d'une autorisation relative au transfert des données personnelles des clients et des adhérents vers la France pour se conformer à la loi n°025/2023 du 12 juillet 2023 portant modification de la loi n°001/2011 du 25 septembre 2011 relative à la Protection des Données à Caractère Personnel.

### III- LES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DE LA DEMANDE

Au soutien de sa demande, le responsable du traitement a fourni un dossier comportant les éléments justificatifs suivants :

- un document technique VEOS et OLEA Santé ;
- un sous-formulaire dûment rempli portant transfert des données vers un pays tiers qui mentionnent comme pays destinataire du transfert la France.

### IV- LES FORMALITÉS PRÉALABLES À LA MISE EN ŒUVRE DES TRAITEMENTS ET LES PRINCIPES PRÉALABLES ET ESSENTIELS DE LA PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Sur le fondement de la loi n°025/2023 du 12 juillet 2023 relative à la protection des données à caractère personnel, OLEA GABON sollicite la mise en œuvre d'un traitement des données à caractère personnel qui obéit à des conditions auxquelles sont attachés les principes préalables et essentiels en matière de protection des données personnelles.

#### A- DES CONDITIONS PRÉALABLES AUX TRANSFERT DES DONNÉES

Les dispositions des articles 81, 171 et 173, encadrent les opérations de transfert des données à caractère personnel du Gabon vers un pays tiers et énoncent que :

- L'Article 81 alinéa 4 de la loi n°025/2023 : « ***L'APDPVP se prononce dans un délai de deux mois à compter de la réception de la demande. Toutefois, ce délai peut être renouvelé une fois sur décision motivée de son Président. Lorsque l'Autorité ne s'est pas prononcée dans ces délais, la demande d'autorisation est réputée rejetée*** ».
- L'Article 171 de la loi sus-citée dispose que : « ***Le responsable du traitement ne peut transférer des données à caractère personnel vers un autre Etat que si cet Etat assure un niveau de protection suffisant de la vie privée, des libertés et droits fondamentaux des personnes à l'égard du traitement dont ces données font l'objet ou peuvent faire l'objet.*** »

***Le caractère suffisant du niveau de protection assuré par un Etat s'apprécie en fonction notamment des dispositions en vigueur dans cet Etat, des mesures de sécurité qui y sont appliquées, des caractéristiques propres du traitement, telles que ses fins et sa durée, ainsi que de la nature, de l'origine et de la destination des données traitées.***

**L'APDPVP s'assure et publie la liste des Etats qui garantissent un niveau de protection suffisant à l'égard de tout transfert des données personnelles ».**

- L'Article 173 de la même loi énonce que : « **Toutefois, le responsable d'un traitement peut transférer des données personnelles vers un Etat ne répondant pas aux conditions prévues si la personne à laquelle se rapportent les données a consenti expressément à leur transfert ou si le transfert est nécessaire à l'une des conditions suivantes :**
- **à la sauvegarde de la vie de cette personne ;**
  - **à la sauvegarde de l'intérêt public ;**
  - **au respect d'obligations permettant d'assurer la consultation, l'exercice ou la défense d'un droit en justice ;**
  - **à la consultation, dans des conditions régulières, d'un registre public qui, en vertu des dispositions législatives ou réglementaires, est destiné à l'information du public et est ouvert à la consultation de celui-ci ou de toute autre personne justifiant d'un intérêt légitime ;**
  - **à l'exécution d'un contrat entre le responsable du traitement et l'intéressé, ou de mesures précontractuelles prises à la demande de celui-ci ;**
  - **à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat conclu ou à conclure, dans l'intérêt de la personne concernée, entre le responsable de traitement et un tiers.**

**Il peut également être fait exception à l'interdiction prévue à l'article 171 ci-dessus, par décision de l'APDPVP ou, s'il s'agit d'un traitement mentionné à l'article 83 de la présente loi, par décret pris après avis motivé et publié de l'Autorité, lorsque le traitement garantit un niveau de protection suffisant de la vie privée ainsi que des libertés et droits fondamentaux des personnes, notamment, en raison des clauses contractuelles ou règles internes dont il fait l'objet.**

**L'Autorité porte à la connaissance des autres Etats, les décisions d'autorisations de transfert des données qu'elle prend au titre de l'alinéa précédent ».**

## **B- DU RAPPEL DES PRINCIPES PRÉALABLES ET ESSENTIELS EN MATIÈRE DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

Il s'agit d'une transposition des garanties des droits et libertés en matière de protection des données à caractère personnel et de la vie privée suivantes :

<p><b>1</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>Demander une autorisation auprès de l'APDPVP</b></p> <p>Les organismes privés sont tenus de demander une autorisation auprès de l'APDPVP (<b>art 81</b>):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en cas de transfert des données vers un pays tiers ;</li> <li>- d'interconnexion des fichiers relevant d'une ou de plusieurs personnes morales gérant un service public et dont les finalités correspondent à des intérêts publics différents ;</li> <li>- d'interconnexion des fichiers relevant d'une ou de plusieurs personnes morales privées et dont les finalités principales sont différentes ;</li> <li>- en cas de traitement comportant les données biométriques nécessaires au contrôle de l'identité des personnes.</li> </ul>
<p><b>2</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>L'obligation de se conformer aux contrôles et vérifications</b></p> <p>Les organismes privés sont tenus de se conformer aux contrôles et vérifications de l'APDPVP et de répondre à toute demande de renseignements qu'elle formule dans le cadre de ses missions (<b>art 201 et 202</b>).</p>
<p><b>3</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>La protection des personnes concernées à l'égard de l'innovation technologique</b></p> <p>L'APDPVP veille au respect d'intérêt public tel qu'un niveau élevé de la sécurité et des droits fondamentaux, assurant ainsi la protection des consommateurs, des droits des utilisateurs et de la vie privée (<b>art 175</b>).</p>
<p><b>4</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>La loyauté et la licéité du traitement</b></p> <p>Les données doivent être collectées et traitées de manière loyale et licite, pour des finalités déterminées, explicites, légitimes et non inhumaines ; elles doivent être adéquates, pertinentes et non excessives au regard des finalités poursuivies ; exactes, complètes et, si nécessaire, mises à jour.</p> <p>Les données doivent être conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée qui n'excède pas la durée nécessaire aux finalités pour lesquelles elles sont collectées et traitées (<b>art 70</b>).</p>

<p><b>5</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>La finalité du traitement</b></p> <p>Les données doivent être collectées pour des finalités déterminées, explicites, légitimes et non inhumaines et ne sont pas traitées ultérieurement de manière incompatible avec ces finalités <b>(Art 70 tiret 2)</b>.</p>
<p><b>6</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>La proportionnalité</b></p> <p>Les catégories des données collectées pour le traitement doivent être proportionnées c'est-à-dire pertinentes au regard de la finalité légitime poursuivie, et limité à ce qui est nécessaire au regard des intérêts, droits et libertés des personnes concernées ou de l'intérêt public <b>(art 70 tiret 3)</b>.</p>
<p><b>7</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>La pertinence, l'exactitude et la qualité des données collectées</b></p> <p>-Seules les données adéquates, pertinentes et non excessives au regard des finalités pour lesquelles elles sont collectées et traitées ultérieurement peuvent faire l'objet d'un traitement <b>(art 70 tiret 3)</b>;</p> <p>-les données doivent par ailleurs, être exactes, complètes et, si nécessaire, mises à jour <b>(art 70 tiret 4)</b>;</p> <p>-les données inexactes ou incomplètes doivent être effacées ou rectifiées <b>(art 70 tiret 5)</b>.</p>
<p><b>8</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>La temporalité ou la durée limitée de conservation des données et la pérennité</b></p> <p>Le responsable de traitement est tenu de prendre toute mesure utile pour assurer la pérennité des données <b>(art 118 al 1)</b> ;</p> <p>-les données doivent être conservées pendant une durée qui n'excède pas la période nécessaire aux finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou traitées <b>(art 118 al 3)</b> ;</p> <p>-le principe de la conservation pendant une durée limitée impose d'effacer ou d'archiver les données sur support distinct protégé, dès qu'elles ne sont plus nécessaires aux finalités pour lesquelles elles ont été collectées ;</p>

	<p>-les exceptions aux principes de la conservation pendant une durée limitée doivent être définies par la législation et requièrent des garanties spéciales pour la protection des données concernées.</p>
<p><b>9</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>La confidentialité et la sécurité des données</b></p> <p>Le responsable de traitement et le sous-traitant sont astreints à une obligation de confidentialité et de sécurité des données traitées.</p> <p>Aussi doivent-ils:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- choisir des personnes présentant, au regard de la préservation de la confidentialité des données, toutes les garanties tant de connaissances techniques et juridiques que d'intégrité personnelles <b>(art 111)</b> ;</li> <li>- mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger les données personnelles collectées contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisé <b>(art 113)</b> ;</li> <li>- veiller à préserver et à garantir la confidentialité desdites données et éviter leur divulgation.</li> </ul>
<p><b>10</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>Le consentement des personnes concernées et la transparence</b></p> <p>Avant la mise en œuvre de tout traitement des données à caractère personnel, le responsable de traitement doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- obtenir le consentement préalable de la personne concernée <b>(art 71)</b> ;</li> <li>- permettre à la personne concernée de retirer son consentement à tout moment <b>(art 73)</b> ;</li> <li>- procéder à la communication des droits des personnes concernées <b>(art 91 al 1)</b> ;</li> </ul> <p>Enfin, l'information de la personne concernée doit être concise, transparente, compréhensible, aisément accessible et formulée en des termes clairs et simples <b>(art 91 al 2)</b>.</p>
<p><b>11</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>Le respect des droits des personnes concernées</b></p> <p>Toute personne a le droit d'obtenir du responsable de traitement la confirmation que celui-ci traite ou non ses données.</p> <p>La personne concernée a le droit:</p>

- d'avoir accès à ses données auprès du responsable de traitement **(art 43)** ;
- les patients peuvent eux même ou par l'intermédiaire d'un médecin exercer leur droit d'accès à leurs données de santé **(art 46)** ;
- de faire rectifier, compléter ou clarifier, mettre à jour ou effacer leurs données par le responsable de traitement **(art 50 à 53)**;
- d'obtenir la limitation du traitement de ses données personnelles lorsque :
  - l'exactitude des données personnelles est contestée par la personne concernée ;
  - le traitement est illicite et la personne concernée s'oppose à l'effacement de ses données personnelles ;
  - le responsable du traitement n'a plus besoin des données personnelles aux fins du traitement, mais celles-ci sont nécessaires à la personne concernée pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice ;
  - la personne concernée s'est opposée au traitement des données personnelles la concernant dans l'attente de la vérification du motif légitime du responsable de traitement **(art 55)**.
- de recevoir les données la concernant qu'elle a fournies à un responsable du traitement, dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine **(art 58)**;
- enfin, de s'opposer à tout moment, pour des raisons tenant à sa situation particulière au traitement des données la concernant **(art 60)**, de s'opposer à une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé y compris le profilage **(art 66)**.

En ce qui concerne la protection de la personne concernée par l'innovation technologique, toute trace numérique qu'une personne laisse sur internet : pseudo, noms, images, vidéos, adresses IP, favoris, commentaires, doit en cas d'exploitation être soumis à un avis ou une autorisation délivrée par l'Autorité pour la Protection des Données Personnelles et la Vie Privée **(art 175 à 187)**.

## V- LES CARACTÉRISTIQUES DU TRANSFERT DES DONNÉES PERSONNELLES VERS UN PAYS TIERS

Aux termes de l'article 6 tiret 127 de la loi n°025/2023 du 12 juillet 2023 relative à la protection des données à caractère personnel, est défini comme transfert des données personnelles, toute communication, copie ou déplacement de données personnelles ayant vocation à être traitées dans un pays tiers.

L'article 171 de la même loi énonce les caractéristiques du transfert des données :

- **Sur la dénomination du traitement** : transfert des données.
- **Sur la finalité du traitement** : hébergement des données des prestations d'assurances vendues via le logiciel SAAS.
- **Sur la durée de conservation** : cinq (05) ans.
- **Sur la nature des données** : OLEA GABON collecte, traite et transfère les données suivantes :
  - noms, prénoms, date et lieu de naissance, situation familiale ;
  - adresse ;
  - adresse électronique ;
  - numéro de téléphone ;
  - photo ;
  - numéro matricule ;
  - numéro CNAMGS ;
  - données de santé.
- **Sur l'origine des données traitées** : il s'agit des données des clients et des adhérents.
- **Sur le destinataire des données** : OLEA GABON transfère via le logiciel SAAS pour hébergement vers la France à OLEA HOLDING France, 23 rue Dumont d'Urville-75116 Paris.
- **Sur l'existence d'une autorité de protection** : la France est dotée d'une autorité de protection des données personnelles, dénommée : « **Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés** ».

## VI. OBSERVATIONS

La société de Courtage OLEA GABON collecte et traite les données personnelles dans le cadre de son activité d'assurances et réassurances. Elle sollicite le transfert des données personnelles de ses clients et adhérents vers la France.

### L'APDPVP note que :

Le transfert en temps réel par intranet du fichier dénommé "*données outils métier VEOS et OLEA SANTE*" vers la France, notamment à OLEA HOLDING France, a pour but l'hébergement des prestations d'assurances vendues.

Les clients et les adhérents ont consenti au transfert et à l'hébergement de leurs données personnelles, lors de la signature des prises en charge des feuilles de soins et d'examen.

- ❖ L'Autorité rappelle que les données relatives à la santé sont qualifiées de données sensibles par la loi relative à la protection des données à caractère personnel. Qu'aux termes de l'article 6 tiret 46 de la loi n°025/2023 du 12 juillet 2023 précitée, par données sensibles, il faut entendre : « **Toutes les données à caractère personnel relatives aux opinions ou activités religieuses, philosophiques, politiques, syndicales, à la vie sexuelle, à la race, à la santé, aux mesures d'ordre social, aux poursuites, aux sanctions pénales ou administratives** ».

Que par conséquent, ces données sont interdites de toute collecte par l'article 75 de la loi susvisée qui dispose que : « **Il est interdit de collecter ou de traiter des données à caractère personnel qui font apparaître, directement ou indirectement, les origines raciales ou ethniques, les opinions politiques, philosophiques ou religieuses ou l'appartenance syndicale des personnes, ou qui sont relatives à la santé ou à la vie sexuelle de celles-ci** ».

Qu'aussi, l'article 76 tiret 8 de la même loi prévoit la collecte des données de santé, que dans la mesure où la finalité du traitement l'exige. Elles ne sont donc pas soumises à interdiction lorsque le traitement des données est nécessaire à la recherche dans le domaine de la santé ou lorsqu'il s'agit des traitements pour lesquels la personne concernée a donné son consentement exprès, sauf dans le cas où la loi prévoit que l'interdiction visée à l'article 76 ne peut être levée par le consentement de la personne concernée.

- ❖ Par ailleurs, l'Autorité rappelle que les données des clients et des adhérents relatives à la santé, contenues dans les feuilles de soins et d'examens et transférées vers la France, notamment à OLEA HOLDING pour hébergement doivent être préalablement anonymisées **par un processus de hachage irréversible, lorsque les feuilles de soins et d'examens identifient les clients et les adhérents, et sous forme cryptée ou codée, lorsqu'elles identifient les professionnels de santé qui ont élaboré lesdites feuilles de soins et d'examens.**

La durée sollicitée de conservation des données des clients et des adhérents transférées vers la France est de cinq (05) ans. Toutefois, l'Autorité rappelle que conformément aux dispositions de l'article 118 de la loi n°025/2023 du 12 juillet 2023 relative à la Protection des Données à Caractère Personnel, « *les données personnelles doivent être conservées pendant une durée qui n'excède pas la période nécessaire aux finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou traitées* ».

- ❖ Que conformément aux dispositions des articles 119 et 120 de la loi citée ci-dessus, le responsable du traitement ou son représentant a l'obligation de tenir un registre des activités des traitements effectués sous sa responsabilité.
- ❖ L'APDPVP conclut que le transfert pour hébergement des données de prestation des assurances vendues du Courtier d'assurances et réassurances OLEA GABON vers la France, est conforme à la loi n°025/2023 du 12 juillet 2023 portant modification de la loi n°001/2011 du 25 septembre 2011 relative à la Protection des Données à Caractère Personnel.

Au vu de ce qui précède et après en avoir délibéré ;

### **DÉCIDE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Pour le traitement sollicité, une autorisation est délivrée à la société de **Courtage OLEA GABON** pour une durée d'un (1) an à compter de la date de notification.

**Article 2** : La présente délibération est susceptible de recours devant le Conseil d'Etat dans un délai de deux (2) mois à compter de sa notification.

**Article 3** : La présente délibération sera publiée au Journal Officiel de la République Gabonaise.

Fait à Libreville, le 07 décembre 2023

Le Président

**Joël Dominique LEDAGA**

